

# Ouverture, réformes et économie du changement climatique



## Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2008

Les questions clés



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET  
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

# **Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres**

## **2008**

Les questions clés



# ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.*

Publié en anglais sous le titre :

**Meeting of the OECD Council at Ministerial Level: 2008**

Key Information

© OCDE 2008

L'OCDE autorise à titre gracieux toute reproduction de cette publication à usage personnel, non commercial. L'autorisation de photocopier partie de cette publication à des fins publiques ou commerciales peut être obtenue du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com). Dans tous ces cas, la notice de copyright et autres légendes concernant la propriété intellectuelle doivent être conservées dans leur forme d'origine. Toute demande pour usage public ou commercial de cette publication ou pour traduction doit être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org).

## Table des matières

|               |   |
|---------------|---|
| Préface ..... | 5 |
|---------------|---|

### L'économie mondiale

|   |    |
|---|----|
| Situation et perspectives économiques .....   | 8  |
| Hausse des prix alimentaires mondiaux .....   | 10 |
| Mesurer le progrès des sociétés : une opportunité clé pour améliorer les politiques ..... | 11 |
| Relations mondiales : adhésion et engagement renforcé .....                               | 12 |
| La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation .....  | 14 |
| Promouvoir l'emploi .....   | 15 |
| PISA .....  | 16 |

### Développement durable

|  |    |
|--|----|
| Économie du changement climatique .....                              | 18 |
| Perspectives de l'environnement de l'OCDE .....                      | 20 |
| Énergie nucléaire et changement climatique .....                     | 21 |
| Les biocarburants .....  | 22 |
| Wikigender démocratise le dialogue sur l'égalité hommes-femmes ..... | 23 |
| L'entrepreneuriat au féminin dans les PME .....                      | 24 |
| Applications spatiales : suivre le changement climatique .....       | 25 |

### Bonne gouvernance

|  |    |
|--|----|
| Instabilité des marchés financiers .....                   | 28 |
| Liberté d'investissement et fonds souverains .....         | 30 |
| Mondialisation et économies régionales .....               | 32 |
| Mieux lutter contre la fraude fiscale internationale ..... | 33 |
| Le futur de l'économie Internet .....                      | 34 |
| L'économie politique de la réforme .....                   | 35 |

### Échanges et développement

|  |    |
|--|----|
| Système commercial multilatéral : les défis à relever .....          | 38 |
| Efficacité de l'aide .....   | 40 |
| Faire face à la fuite des cerveaux dans le secteur de la santé ..... | 41 |



## Préface

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

La Réunion du Conseil au niveau des ministres (RCM) de 2008 se tiendra sous la présidence de Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi de la France. Elle aura un thème très large : « Ouverture, réformes et économie du changement climatique ». Mme Lagarde sera assistée par Doris Leuthard (Suisse) et Agustín Carstens (Mexique).

Cette année, la RCM s'inscrit dans un contexte économique difficile. La croissance des pays de l'OCDE est victime de turbulences financières qui commencent à s'étendre aux grandes économies émergentes. La forte hausse des prix des produits de base, sous l'effet de la flambée des prix du pétrole, alimente une inflation qui se généralise. Se conjuguant à plusieurs autres facteurs, ces hausses de prix ont renchéri les denrées alimentaires dans le monde. Et puis, bien sûr, il y a la question du changement climatique, l'un des défis majeurs de notre temps et un héritage potentiellement dangereux pour nos enfants.

Les informations que vous trouverez dans cette brochure dressent la toile de fond des principaux sujets que les ministres aborderont, à savoir : i) les perspectives économiques actuelles, et notamment l'évolution des prix des produits alimentaires ; ii) les activités de l'OCDE et ses orientations stratégiques ; iii) l'économie du changement climatique ; iv) l'économie politique de la réforme ; v) le système commercial multilatéral ; et vi) les fonds souverains.

C'est avec un très grand plaisir que j'accueillerai cette année, pour la première fois, les ministres du Chili, de l'Estonie, de la Fédération de Russie, d'Israël et de la Slovénie (les cinq pays candidats à l'adhésion à l'Organisation) et aussi de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie (les cinq pays candidats à l'engagement renforcé). Leur participation témoigne de l'extrême interdépendance économique au niveau mondial, avec des pays émergents qui jouent un rôle de plus en plus important. Elle illustre aussi l'évolution de l'OCDE, de plus en plus ouverte et inclusive, qui s'affirme progressivement comme plateforme de dialogue permanent sur les problèmes mondiaux.

C'est également la première fois que la RCM aura lieu dans le nouveau Centre de conférences de l'OCDE, où se tiendra également le Forum 2008 de l'OCDE. Je vous encourage vivement à participer à ce sommet « multi-acteurs », qui rassemble des représentants des entreprises et des travailleurs, des personnalités de la société civile, des ministres et des dirigeants d'organisations internationales pour examiner les principaux points à l'ordre du jour de la RCM.

À la RCM comme au Forum, nous ne nous réunissons pas pour discuter des problèmes, mais pour trouver les solutions. Et cela suppose nécessairement une collaboration à travers la coopération intergouvernementale. Je sais que je pourrai travailler avec vous lors de ces réunions annuelles pour que nous convenions de solutions en vue d'un monde meilleur pour notre génération, mais surtout pour celles qui bénéficieront un jour de nos efforts, au lieu de pâtir de notre inaction.



Ángel Gurría



# L'économie mondiale

# SITUATION ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

## Les turbulences financières perdurent

Les turbulences qui ont agité les marchés financiers durent plus longtemps que cela n'était prévu au départ. Les pressions se sont propagées à de nouveaux marchés et à de nouvelles institutions, bien au-delà des prêts hypothécaires à risque et des produits dérivés aux États-Unis, ce qui suscite une méfiance généralisée et conduit à une réévaluation des risques. Un processus de désendettement est en cours dans le secteur des entreprises non financières comme dans les établissements bancaires, et certains ont commencé à lever des capitaux sur le marché national et à l'étranger.

## Trois séries de facteurs assombrissent les perspectives de croissance

Dans ce contexte, les perspectives de croissance mondiale à court terme s'amenuisent. Trois séries de facteurs sont en jeu – en particulier aux États-Unis, mais aussi dans plusieurs autres pays de l'OCDE – dont les effets ne disparaîtront vraisemblablement pas rapidement :

- les nouvelles émissions dans les divers segments du marché financier se sont tariées, les marges se sont creusées et les critères de prêt ont été durcis. Les effets sur la demande devraient être considérables, mais sont difficiles à mesurer. La baisse des prix des actions et des logements, en particulier aux États-Unis, freine aussi la demande, avec un certain décalage ;
- le cycle immobilier s'est inversé dans plusieurs économies de l'OCDE. Aux États-Unis, l'effet direct de l'effondrement de l'investissement résidentiel a soustrait environ un point de pourcentage à la croissance du PIB réel ces deux dernières années et se poursuivra cette année ; et
- les revenus réels des ménages sont amputés par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, même si dans la zone euro, et dans une moindre mesure au Japon, l'appréciation monétaire a joué un rôle compensateur.

## La croissance se ralentit

Dans ce contexte, l'économie des États-Unis s'est fortement ralentie. Toutefois, la faiblesse de la demande intérieure est compensée dans une certaine mesure par le ralentissement des importations et le dynamisme des exportations. Dans la zone euro, la décélération est moins abrupte. La confiance des entreprises a mieux résisté, tout comme la croissance des exportations, malgré l'appréciation de l'euro. En outre, le chômage continue de baisser. Mais même ainsi, une période de croissance inférieure au potentiel est prévisible. Au Japon, la confiance des entreprises se dégrade et le rythme de la croissance sous-jacente semble se tasser quelque peu.

Parmi les grandes économies de marché émergentes non membres, la croissance ralentit légèrement – c'est le cas notamment en Chine et en Inde, du fait notamment d'un resserrement de l'action des pouvoirs publics face à des symptômes de surchauffe. Toutefois, l'expansion devrait rester robuste. Le dynamisme économique devrait être aussi largement soutenu en Russie et au Brésil, grâce aux prix élevés des matières premières.

## L'inflation a augmenté

Sur le front de l'inflation, les mesures générales comme les mesures tendanciennes dépassent les niveaux jugés satisfaisants dans nombre d'économies et, d'après certains indicateurs, les anticipations d'inflation ont commencé de grimper. Aux États-Unis, toutefois, le creusement rapide de la marge de ressources non utilisées devrait contribuer à contenir la hausse de l'inflation. Dans la zone euro, les mesures de l'inflation générale continuent leur progression et il existe un risque d'effets de second tour. Le Japon continue de se distinguer, avec une inflation générale – hors prix des produits alimentaires et de l'énergie – encore négative.

## Déséquilibre des balances courantes : certains signes d'ajustement

Sous l'effet d'un ralentissement de la demande intérieure et d'un redressement des exportations, le déficit de la balance des opérations courante des États-Unis s'est fortement contracté ces deux dernières années et se serait ajusté encore plus rapidement sans la montée des prix du pétrole. Certains signes indiquent en outre que l'excédent de la balance des opérations courantes de la Chine se stabilise en pourcentage du PIB, en raison du ralentissement des exportations et de l'accélération de la demande intérieure. L'appréciation du renminbi par rapport au dollar des États-Unis contribue à cette évolution, bien qu'une appréciation plus rapide en termes réels soit requise et contribuerait à contenir l'inflation intérieure.

## Risques et incertitudes

La façon dont les politiques macroéconomiques devraient réagir au ralentissement dépend des perspectives d'activité et d'inflation au-delà du court terme, ainsi que du poids respectif de plusieurs risques interdépendants :

- il est difficile d'évaluer l'ampleur de toute nouvelle turbulence financière, ainsi que l'importance et la durée de l'effet de freinage exercé sur l'activité économique par la prudence retrouvée des banques et des investisseurs, et par la nécessité pour eux de se recapitaliser ;
- les prix du pétrole et des autres matières premières resteront sans doute soutenus, voire continueront d'augmenter pendant quelques temps, par rapport à des niveaux déjà élevés, malgré un ralentissement de l'activité ;
- la hausse des prix de l'énergie et des conditions de crédit plus restrictives peuvent peser sur la productivité et la croissance potentielle à terme ; et
- les arbitrages à court terme entre l'inflation et la production peuvent avoir changé ces dernières années, faisant peser des doutes sur la mesure exacte dans laquelle le ralentissement de la croissance modérera les pressions d'inflation.

## Une action de stimulation est-elle nécessaire ?

Dans ce contexte, des mesures incitatives paraissent plus justifiées aux États-Unis qu'en Europe ou au Japon. Les responsables aux États-Unis ont déjà agi avec détermination et sur un large front, procédant à des réductions radicales des taux d'intérêt directeurs, engageant une série d'initiatives pour injecter des liquidités de façon novatrice, intervenant directement pour contenir les répercussions systémiques de l'effondrement d'une grande banque d'investissement, mettant en œuvre diverses mesures pour soutenir le logement et introduisant de façon opportune un programme budgétaire important et ciblé. Ces mesures ont permis de faire face avec force aux défis les plus urgents découlant des turbulences actuelles. En Europe, les autorités monétaires ont aussi pris des mesures pour améliorer la liquidité du marché, mais les perspectives d'activité et d'inflation à court terme ne semblent pas indiquer que des mesures incitatives soient nécessaires. Et, dans la mesure où la production et les prix se ralentiront, les stabilisateurs budgétaires automatiques fourniront un meilleur appui que dans d'autres régions. Quand au Japon, il n'a guère de marge de manœuvre pour réagir à un affaiblissement plus marqué de l'activité.

# HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES MONDIAUX

## Des pénuries de l'offre et une demande exceptionnellement forte ont fait grimper les prix des produits alimentaires

La flambée des prix de plusieurs produits alimentaires de première nécessité depuis l'an dernier a donné lieu à des tensions sociales, en particulier dans les pays non membres de l'OCDE, et a suscité divers types d'intervention de la part des pouvoirs publics. Ces hausses de prix tiennent à plusieurs facteurs. Les pénuries de l'offre dues au climat, qui sont apparues alors même que les stocks de céréales et d'oléagineux étaient faibles, ont fait grimper les prix des cultures. La forte demande de produits alimentaires et d'aliments pour animaux dans les économies émergentes d'Asie, ainsi que la progression de la demande de matières premières nécessaires à la production croissante de biocarburants ont eu le même effet. Le niveau élevé des prix des céréales entraîne des modifications de l'utilisation des terres : le maïs et le blé prennent le pas sur les autres cultures, faisant aussi augmenter les prix de ces dernières (surtout des oléagineux). Les comportements spéculatifs récents, en particulier les importants investissements des fonds spéculatifs, ont aussi influé sur les marchés des matières premières. L'augmentation des prix internationaux des produits laitiers découle essentiellement de pénuries temporaires de l'offre dans l'Union européenne et en Australie.

## Les changements systémiques de la demande maintiendront les prix des produits de base à un niveau élevé, même si ces prix devraient progressivement diminuer par rapport à leurs niveaux actuels

En supposant que les conditions climatiques soient normales, l'offre devrait se redresser sensiblement et les prix des produits de base agricoles devraient réamorcer une baisse tendancielle en termes réels. Toutefois, cette baisse ne se produira pas immédiatement et interviendra plus graduellement que cela n'a été le cas par le passé – et à partir d'un niveau plus élevé. La forte demande des grands pays émergents et des producteurs de biocarburants, le faible niveau des stocks de céréales et les contraintes de ressources (terrains et eau) seront compensés par des gains de productivité et une progression de la production et des échanges en dehors de la zone OCDE. En moyenne, au cours des dix prochaines années, les prix des produits agricoles devraient être de 20 % à 80 % plus élevés en termes nominaux (et jusqu'à 35 % plus élevés en termes réels) que durant les dix dernières années. En outre, une accentuation de la fluctuation des prix peut être envisagée, en particulier pour les cultures. En effet, les stocks restent relativement faibles et une part croissante de la demande totale proviendra de sources industrielles, lesquelles sont moins sensibles aux prix que la demande traditionnelle de produits alimentaires et d'aliments pour le bétail.

## Importance des politiques

Ces prévisions partent de l'hypothèse d'un retour à des conditions de production normales et de politiques agricoles et commerciales inchangées. L'évolution effective des prix des produits de base agricoles, et des prix en aval de la chaîne alimentaire, dépend sensiblement des nouvelles politiques qui seront mises en œuvre. Une augmentation de l'aide humanitaire amortirait l'incidence de la hausse des prix sur les très pauvres, sans grand impact sur les marchés. En revanche, le maintien ou l'introduction de politiques freinant les échanges aurait des effets indésirables. Les taxes à l'exportation et les embargos peuvent, à court terme, soulager quelque peu les consommateurs nationaux, mais ils font peser une charge sur les producteurs nationaux et limitent leur capacité d'adaptation de l'offre, tout en contribuant à l'incertitude sur les marchés mondiaux des produits de base. Les aides publiques, comme l'évolution des prix du pétrole, influenceront fortement sur l'évolution de la demande de biocarburants produits à partir de matières premières agricoles. Les nouvelles avancées technologiques accélérant l'adoption de matières premières de deuxième génération (et diminuant ainsi le recours aux produits de base agricoles) devraient aussi avoir une forte incidence. À long terme, l'ouverture des frontières et des investissements publics et privés destinés à doper la productivité agricole, en particulier dans les pays en développement, amélioreraient nettement les perspectives de l'offre.

# MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS : UNE OPPORTUNITÉ CLÉ POUR AMÉLIORER LES POLITIQUES

Ces dernières années, le sentiment que les sociétés ont besoin de développer une vue plus holistique du progrès des sociétés, plutôt que de reposer uniquement sur un indicateur économique tel que le PIB par tête, s'est accru. Des centaines d'initiatives sont en cours pour développer des mesures plus larges du progrès des sociétés, en englobant les sphères économiques, sociales et environnementales. Aujourd'hui, les responsables politiques et les dirigeants des organisations internationales reconnaissent que c'est une opportunité majeure pour améliorer les politiques et le fonctionnement de la démocratie.

## La Déclaration d'Istanbul...

Le Forum mondial de l'OCDE intitulé « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés », qui s'est déroulé à Istanbul en juin 2007, a rassemblé 1 200 participants de plus de 130 pays. Des centaines de personnes ont suivi l'événement via Internet. À la fin du Forum, l'OCDE, la Commission européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, les Nations Unies et le Programme de développement des Nations Unies ont ratifié la « Déclaration d'Istanbul », signée *a posteriori* par beaucoup d'autres organisations (UNESCO, UNICEF, etc.). La Déclaration reconnaît le besoin de mesurer le progrès des sociétés dans chaque pays en allant au-delà des mesures économiques conventionnelles. Il souligne aussi que l'existence d'indicateurs et leur diffusion auprès des citoyens peut renforcer leur capacité à influencer les objectifs des sociétés dans lesquelles ils vivent, ainsi qu'augmenter les champs d'actions des politiques publiques.

La Déclaration requière des actions qui :

- encouragent les communautés à considérer, pour elles-mêmes, ce que le « progrès » représente au XXI<sup>e</sup> siècle ;
- stimulent les débats internationaux sur les problèmes mondiaux du progrès des sociétés ;
- partagent la meilleure façon de mesurer le progrès des sociétés et augmentent la prise de conscience du besoin de le faire en utilisant des méthodologies intelligentes et fiables ;
- permettent de faire comprendre au plus grand nombre les changements de conditions de vie, tout en soulignant les domaines de connaissance inadaptée ; et
- recommandent un investissement approprié dans la construction de ressources statistiques, notamment dans les pays en voie de développement.

## ... et sa mise en œuvre

L'OCDE a proposé de lancer un Projet mondial afin de convertir ces idées en actions, et plusieurs organisations ont accepté d'y participer. Ce Projet a pour but d'encourager des discussions à travers le monde sur ce que le progrès représente pour les différentes sociétés, d'identifier les meilleures pratiques sur la manière de mesurer le progrès et de garantir que ces mesures statistiques soient utilisées et comprises par le plus grand nombre. Le Projet est étroitement lié au travail de l'économie politique de la réforme.

Des initiatives nationales pour mesurer le progrès sont en cours dans plusieurs pays (Australie, Canada, États-Unis, Irlande, Royaume-Uni, etc.) et de nouveaux projets sont lancés dans d'autres pays de l'OCDE. L'intérêt suscité a atteint les plus hauts sommets du gouvernement : en janvier 2008, Nicolas Sarkozy, Président de la République française, a créé une commission de haut niveau pour étudier « de nouvelles mesures du progrès économique et social ». Présidée par Joseph Stiglitz, la commission a rassemblé un groupe très impressionnant de penseurs dirigeants, notamment plusieurs prix Nobel. L'OCDE est représentée par son Statisticien en chef.

## RELATIONS MONDIALES : ADHÉSION ET ENGAGEMENT RENFORCÉ

Compte tenu de l'importance croissante de l'OCDE en tant que plaque tournante du dialogue économique pour la mondialisation, les ministres des pays de l'OCDE ont décidé en mai 2007 d'ouvrir des négociations d'adhésion avec le Chili, l'Estonie, la Fédération de Russie, Israël et la Slovaquie, et de renforcer la coopération de l'OCDE avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde et l'Indonésie, par le biais de programmes d'engagement renforcé en vue de leur adhésion éventuelle. En outre, l'Asie du Sud-Est a été identifiée comme une région présentant un intérêt stratégique. À leur réunion de juin 2008, les ministres examineront les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces mandats importants.

### Adhésion

Le Conseil, les Comités et les directions ont répondu rapidement et efficacement au mandat ministériel, et tous les pays candidats coopèrent activement avec l'OCDE.

Les cinq « feuilles de route » pour le Chili, l'Estonie, la Fédération de Russie, Israël et la Slovaquie ont été approuvées lors d'une réunion spéciale du Conseil le 30 novembre 2007 au cours de laquelle le processus d'adhésion a été officiellement lancé. Chaque « feuille de route » décrit le processus d'adhésion ; énumère les examens des politiques qui seront réalisés, les Comités qui seront consultés et la manière dont ils devront procéder ; stipule les mesures que chaque pays devrait prendre ; et indique les coûts, qui seront couverts par le pays candidat. Les pays candidats ont déjà versé l'intégralité des montants budgétés pour 2008.

Des missions « inaugurales », conduites par la Secrétaire générale adjointe Thelma Askey, ont eu lieu dans les cinq pays candidats entre la mi-janvier et la mi-février 2008. Le Secrétaire général a également effectué des visites officielles dans plusieurs des pays candidats. Les missions ont été bien reçues dans chaque pays et les autorités sont apparues fortement motivées pour relever les défis que pose le processus d'adhésion.

Les pays candidats progressent dans la mise en œuvre de leur Mémoire initial, document dans lequel ils précisent leur position à l'égard des Actes et des autres instruments pertinents de l'OCDE.

Les Comités de l'OCDE achèvent actuellement de prendre leurs dispositions pour évaluer la capacité et la volonté des pays candidats d'assumer les obligations qu'implique la qualité de membre dans leur domaine de compétences particulier. Le Conseil a également invité les organes de l'OCDE à envisager positivement la possibilité d'adresser des invitations aux pays candidats à participer à leurs sessions ou à une partie de leurs sessions en qualité d'observateurs sur une base *ad hoc*, afin de les aider à se familiariser avec les méthodes et les approches de l'OCDE. Les organes de l'OCDE ont fait un usage actif de cette possibilité.

Le Conseil supervise tous les aspects du processus d'adhésion, et il est régulièrement informé par le Secrétariat de son état d'avancement.

### Engagement renforcé

Indépendamment du processus d'adhésion, l'Engagement renforcé (ER) est aussi tout à fait distinct des activités ordinaires de l'OCDE concernant les relations mondiales, auxquelles tous les partenaires pour l'Engagement renforcé (les pays ER5) participent déjà à des degrés divers. L'ER vise à établir un ensemble de relations plus approfondies, plus cohérentes et plus prévisibles avec des pays qui ne souhaitent pas devenir membres pour le moment, mais qui sont importants pour l'accomplissement du mandat de l'OCDE lequel est de promouvoir la convergence des politiques et le développement économique global. De fait, les pays ER5 représentent conjointement une part notable de l'activité économique mondiale. Ces pays et les économies de l'OCDE ont un impact marqué les uns sur les autres, notamment dans les domaines des échanges, de l'investissement, des marchés financiers, de

l'environnement et du développement durable, de l'agriculture, de la gouvernance ou du développement des ressources humaines. L'ER vise à promouvoir l'entente mutuelle entre les principales économies à l'origine du développement mondial. Elle cherche aussi à leur permettre d'apprendre les unes des autres, de mettre en commun leurs expériences, de soutenir la réforme des politiques et de préparer la convergence des réglementations dans des domaines d'intérêt mutuel.

L'ER rapprochera les partenaires de l'OCDE et de ce qu'elle représente en les associant activement aux processus de travail de l'OCDE, notamment, et c'est là un point important, à travers leur participation plus active aux Comités de l'OCDE. Cette participation devrait constituer une forte incitation pour les partenaires de l'ER à s'engager : outre qu'elle leur donnera accès à l'essentiel de l'expérience de l'OCDE, elle leur permettra aussi de faire connaître leurs points de vue et leurs approches concernant diverses questions fondamentales et donc, d'exercer une certaine influence sur les travaux de l'OCDE.

Cette initiative se déroulera dans un esprit de partenariat authentique qui tiendra pleinement compte des intérêts, des préoccupations et des objectifs stratégiques des différents partenaires et de ceux des pays membres. Elle sera nécessairement différenciée suivant les pays, compte tenu de leurs intérêts nationaux et de leurs points de vue distincts, et du degré plus ou moins marqué de leur participation actuelle à l'OCDE.

Le Conseil de l'OCDE, le Comité des relations extérieures et ses groupes de réflexion, les Comités et le Secrétariat ont répondu avec enthousiasme au mandat ministériel de 2007, et les contacts s'intensifient avec les pays ER5, ainsi qu'avec les pays d'Asie du Sud-Est. Des mesures concrètes sont en cours d'examen, en particulier dans le cadre de la préparation du Programme de travail pour 2009-2010. Les modalités et priorités de l'engagement, s'agissant du choix des domaines de substance/ comités vis-à-vis desquels s'engager, sont encore en discussion, mais des indications préliminaires ont déjà été recueillies auprès de plusieurs sources.

La Réunion du Conseil au niveau des ministres de juin 2008 marquera une étape importante dans l'initiative en faveur de l'ER. Les pays ER5 participeront à toutes les sessions de fond. Une session spéciale offrira l'occasion aux ministres d'Afrique du Sud, du Brésil, d'Inde, d'Indonésie et de la République populaire de Chine de mener un débat sur des questions mondiales essentielles qui les intéressent, notamment les évolutions actuelles et les changements futurs sur les marchés agricoles mondiaux ainsi que les prix de produits de base, sujet qui a été identifié comme étant particulièrement d'actualité et d'une importance majeure pour plusieurs des ministres des pays ER5.

# LA STRATÉGIE DE L'OCDE POUR L'INNOVATION

L'objectif ultime de la Stratégie pour l'innovation est d'améliorer les performances économiques et le bien-être social. Il est en effet reconnu que l'innovation constitue un facteur déterminant pour y parvenir. Il est donc nécessaire de mieux comprendre le fonctionnement des systèmes modernes d'innovation. L'objectif de l'Organisation est de proposer aux décideurs des stratégies efficaces pour mobiliser le potentiel de l'innovation au service d'une croissance et d'un développement durables.

## Les modalités de l'innovation évoluent

L'innovation s'éloigne progressivement de la démarche linéaire traditionnelle, pour évoluer vers des processus plus complexes et interactifs qui sont le résultat de plusieurs facteurs : i) l'importance croissante du savoir dans l'innovation ; ii) l'expansion et l'intensification de la collaboration et du partage des connaissances ; iii) l'amélioration rapide de la connectivité et l'accélération de la mondialisation ; iv) l'évolution des marchés, de la nature de la concurrence et des stratégies d'investissement ; et v) l'accélération du progrès technologique.

## S'adapter à la nature évolutive de l'innovation

L'élargissement du champ de l'innovation, le changement organisationnel, ainsi que de nouveaux outils facilitent l'évolution vers une innovation plus mondiale et plus ouverte. Une meilleure compréhension de l'évaluation des actifs intellectuels, de l'émergence de nouveaux modèles de recherche et d'Internet comme plate-forme d'innovation enrichira la connaissance des processus d'innovation.

L'innovation est devenue une activité d'envergure mondiale pour répartir les coûts et les risques et exploiter de nouveaux marchés et de nouvelles compétences de pointe. Cette évolution tend à remettre en cause des politiques dont la portée est géographiquement limitée. Les réseaux internationaux d'innovation, la délocalisation rendue possible par les TIC, ainsi que les modèles ouverts d'innovation sont quelques-uns des éléments de ce nouveau paysage. Des travaux sont en cours pour mobiliser l'innovation en réponse aux défis mondiaux.

## Favoriser le développement du capital humain pour l'innovation

Le capital humain pour l'innovation ne se limite pas à des compétences scientifiques. Il s'agit également d'acquérir et d'adapter de nouvelles connaissances, et de mettre en place une culture capable de favoriser le perfectionnement et l'apprentissage tout au long de la vie. À cet égard, le lien entre l'enseignement tertiaire et l'innovation sera étudié.

## Renforcer les marchés et systèmes de gouvernance

Le Manuel pour l'évaluation de la concurrence, les examens par pays, ainsi que l'analyse de l'impact des droits de propriété intellectuelle permettront d'éclaircir le rôle des conditions-cadres. Il sera également utile à cet égard d'analyser le rôle des institutions, le financement du développement local et le rôle de la politique fiscale dans la stimulation de l'innovation.

## Mesurer l'innovation

Les lacunes relatives à la mesure du système d'innovation seront répertoriées, et de nouveaux indicateurs seront élaborés pour favoriser une meilleure compréhension des différentes facettes de l'innovation, ainsi que des politiques nécessaires pour la stimuler.

## Calendrier des travaux

- Phase I (janvier à juin 2008) : tour d'horizon et recensement des principales lacunes à combler.
- Phase II (juin 2008 à juin 2010) : plan du rapport de synthèse d'ici fin 2008. Préparation d'un rapport final pour la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2010.
- Phase III (juillet à décembre 2010) : élaboration et formulation des recommandations.

## PROMOUVOIR L'EMPLOI

En 2007, pour la première fois depuis 20 ans, le taux moyen d'emploi dans les pays de l'OCDE est passé sous la barre des 6 %. Si c'est une bonne nouvelle, il n'y a pas lieu de trop se réjouir. Les conditions sur les marchés du travail restent difficiles pour certaines catégories de personnes et les problèmes de l'économie mondiale risquent d'avoir des répercussions négatives sur le marché du travail. Si l'on regarde vers l'avenir, des réformes sont nécessaires pour renforcer encore la flexibilité du marché du travail, lever les obstacles à l'emploi et promouvoir une amélioration des compétences.

### Tirer le meilleur parti des avancées technologiques et de la mondialisation

L'évolution rapide de la technologie et les pressions dues à la mondialisation créent de nouvelles opportunités pour les travailleurs, mais elles présentent également de nouveaux défis. Pour profiter du progrès technologique et de la mondialisation, les politiques devraient faciliter la redistribution de la force de travail des secteurs en déclin vers ceux en expansion, mais aussi aider les travailleurs dans ce processus d'adaptation.

### Promouvoir l'adaptabilité par des politiques d'activation

Des programmes de protection sociale bien conçus, comme les prestations chômage et autres prestations qui y sont liées, offrent une aide nécessaire pour garantir les ressources sur des marchés du travail dynamiques. Cependant, ces programmes de prestations doivent être intégrés à des mesures d'activation, qui incluent des obligations mutuelles. Selon ce système, on fournit aux bénéficiaires de prestations sociales qui sont à même de travailler l'aide dont ils ont besoin pour trouver un emploi, mais ils doivent en échange accepter les offres d'emploi valables. Dans le cas contraire, ils peuvent se voir sanctionnés. L'expérience récente laisse à penser que les mesures d'activation, si elles sont convenablement adaptées, peuvent s'appliquer à de nombreuses personnes qui bénéficient déjà de prestations sociales, telles que les allocations pour parents isolés ou pour les personnes souffrant d'incapacité partielle.

### Faire face au vieillissement de la population

Plusieurs pays de l'OCDE sont à l'aube d'un vieillissement rapide de leur population active. Ce phénomène pourrait entraîner un déclin de la croissance économique si les taux d'emploi et de productivité du travail ne s'améliorent pas sensiblement. En moyenne dans la zone OCDE, plus d'une personne en âge de travailler sur trois ne travaille pas. Il existe donc d'importantes marges de manœuvre pour accroître l'offre de main-d'œuvre. Pour favoriser l'augmentation de l'emploi, il faut rendre le travail plus rémunérateur en réformant le système d'imposition et de prestations, et en aidant également les moins qualifiés ou ceux dont la santé est la plus précaire à garder un pied dans l'emploi par des interventions ciblées. Cela implique aussi d'aider les travailleurs à concilier emploi et vie de famille par des services de garde d'enfant de qualité, des congés maternité et parentaux et des politiques favorables à la famille dans les entreprises.

### Un meilleur début pour les jeunes sur le marché du travail

La transition de l'école au travail pose des problèmes pour certains jeunes, notamment ceux qui quittent l'école tôt et ne possèdent pas de qualifications de base. Des mesures spécifiques sont nécessaires pour ce groupe à risque, allant d'une intervention précoce et soutenue pour éviter l'échec scolaire à des classes de soutien renforcé et à des programmes permettant d'acquérir une expérience professionnelle. Des mesures de réglementation pour réduire la segmentation du marché du travail doivent également être prises pour favoriser la promotion professionnelle des jeunes afin d'évoluer d'emplois à bas salaires ou temporaires vers des emplois plus stables et mieux rémunérés.

# PISA

Élaboré conjointement par les pays de l'OCDE, le Programme international pour l'évaluation des acquis des élèves (PISA) évalue la mesure dans laquelle les étudiants en fin d'enseignement obligatoire ont acquis les connaissances et les compétences essentielles pour participer pleinement à la société du savoir. PISA fournit aux systèmes d'éducation des informations cruciales sur leurs relatifs points forts et faibles et contrôle leur progrès. Il fournit aussi des renseignements sur les efforts que les pays doivent réaliser pour aider les étudiants à mieux apprendre, les enseignants à mieux enseigner et les écoles à devenir plus efficaces. PISA est fondé sur des échantillons représentatifs de 3 500 à 50 000 étudiants âgés de 15 ans, qui dans la plupart des pays à système fédéral, sont également représentatifs au niveau des régions.

## La troisième étude du PISA révèle d'importantes différences entre les pays

En 2007, PISA a publié les résultats de sa troisième enquête sur les performances des étudiants dans 59 pays couvrant environ 90 % de l'économie mondiale. PISA a également examiné un plus grand nombre de résultats pédagogiques comprenant la motivation des étudiants pour apprendre, leur opinion sur eux-mêmes et leurs stratégies d'apprentissage. Il a également étudié certains facteurs qui influencent le développement de connaissance et de compétences à la maison et à l'école, l'interaction de ces facteurs et les implications pour développer des politiques.

PISA a fait apparaître de grandes différences dans la façon dont les pays réussissent à favoriser les connaissances et les compétences dans des domaines clés, ainsi que les stratégies d'apprentissage efficaces. Pour certains pays, les résultats sont décevants et montrent que les résultats des jeunes âgés de 15 ans sont très loin derrière ceux d'autres pays, un retard correspondant parfois à plusieurs années de scolarisation et ce, parfois malgré des investissements importants dans l'éducation. Cependant, les excellents résultats scientifiques des pays comme le Canada, la Finlande ou le Japon apparus dans PISA, montrent que l'excellence dans l'éducation est un but réalisable et indiquent que le défi d'une répartition socialement équitable des bienfaits d'un enseignement de qualité est possible.

La capacité de la Pologne de relever le niveau de lecture de ses jeunes de 15 ans de l'équivalent de trois-quarts d'une année scolaire en six ans montre également que des améliorations pédagogiques notoires peuvent être réalisées dans un espace de temps relativement court. Tout ceci a généré dans plusieurs pays un débat sans précédent sur les recherches et sur les politiques quant aux facteurs qui conduisent à des résultats pédagogiques fructueux.

## Évaluer les compétences des adultes

Actuellement, l'OCDE étend l'approche du PISA pour évaluer les compétences clés aux populations adultes. Par le biais du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC), l'OCDE cherche à identifier et à mesurer les différences des niveaux de compétences censées sous-tendre le succès à la fois personnel et social entre les individus et les pays. Ce programme évalue aussi l'impact de ces compétences sur les résultats sociaux et économiques aux niveaux individuel et collectif. Enfin, il mesure les résultats des systèmes d'éducation et de formation pour générer les compétences requises et aide à clarifier les leviers politiques qui pourraient contribuer à améliorer les compétences. Une première enquête est prévue pour 2011 qui s'étendra au groupe des 25-64 ans.

# Développement durable

# ÉCONOMIE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique aura notamment pour conséquence à long terme une augmentation de l'intensité et de la fréquence des vagues de chaleur, des sécheresses, des tempêtes et des inondations. Ces phénomènes endommageront les infrastructures clés et les récoltes, et aggraveront les risques qui pèsent sur la santé et la vie humaines. Cela aura des répercussions économiques et sociales. Selon les prévisions, les coûts de l'inaction face au changement climatique, quoique incertains, seront élevés. Parallèlement, les actions menées pour y parer auront, elles aussi, un coût. L'OCDE s'emploie à aider les gouvernements à définir et à mettre en œuvre des politiques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de limiter les impacts du changement climatique au moindre coût. Elle œuvre aussi pour intégrer l'adaptation au changement climatique à tous les domaines d'action pertinents des pouvoirs publics.

Selon l'analyse présentée dans les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, des objectifs ambitieux peuvent être atteints à un coût pouvant paraître relativement abordable au regard de la croissance économique prévue et des coûts de l'inaction. Cela nécessite toutefois de recourir largement à des moyens d'action efficaces. Dans ce contexte, les travaux de l'OCDE visent à aider les pays à asseoir le cadre d'action post-2012 sur des bases économiques solides.

## Les instruments économiques doivent figurer en bonne place dans l'arsenal des mesures les moins coûteuses

Pour faire face avec succès au changement climatique, il faut conjuguer plusieurs moyens d'action. Les instruments économiques, comme les taxes sur le carbone ou les systèmes d'échanges de permis d'émission, doivent figurer en bonne place dans l'arsenal. En fixant un « prix » aux émissions de gaz à effet de serre, ils garantissent que les actions d'atténuation ont lieu là où elles coûtent le moins cher, stimulent la R-D et l'adoption de technologies propres, et engendrent des recettes fiscales qui peuvent être utilisées pour réduire les taxes sur le capital et le travail. Relier les systèmes existants d'échanges de permis d'émission et, dans une certaine mesure, renforcer et développer le mécanisme pour un développement propre (MDP) sont des mesures concrètes qui peuvent conduire à l'établissement d'un marché mondial du carbone.

## D'autres mesures seront également nécessaires

Toutefois, les instruments économiques ne seront pas suffisants. Ainsi, supprimer les subventions en faveur de l'énergie et les obstacles aux échanges de biens respectueux du climat pourrait s'inscrire dans une stratégie de réduction des émissions au moindre coût. D'autres instruments, comme les normes, l'information ou les accords volontaires, peuvent être utiles pour traiter certaines imperfections du marché et autres problèmes d'information. Des mesures spécifiques peuvent compléter la tarification des émissions de manière à encourager l'invention et la diffusion de technologies faiblement émettrices de carbone. À l'inverse, se contenter de subventionner les « bonnes solutions » (réduction des émissions) risque de pérenniser des technologies ou des pratiques inefficaces et coûteuses dans tous les cas plus cher au contribuable que faire payer les « mauvaises solutions » (émission de gaz à effet de serre). Ainsi, selon des études récentes sur les biocarburants de première génération, leur efficacité économique, leur impact sur les prix alimentaires et leurs performances environnementales sont discutables.

## Le succès passera nécessairement par l'adhésion politique

Pour que le dispositif international de protection du climat post-2012 soit efficace, il faut que les pays et les secteurs qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre participent à l'action. Les avantages directs et indirects des politiques d'atténuation (dommages du changement climatique évités, diminution de la pollution locale et, éventuellement, amélioration de la sécurité énergétique) contribueront à encourager les pays concernés à adhérer à un accord sur la réduction des émissions.

Mais quelle que soit la panoplie de mesures adoptée, la mise en œuvre de politiques ambitieuses aura un coût. En outre, la répartition de cette charge à l'intérieur des pays et entre eux aura une incidence considérable sur la décision d'agir. Il faudra prendre en compte les problèmes politiques et les préoccupations liées à la compétitivité internationale ou à l'équité (justifiés ou non). À cette fin, des arrangements adéquats peuvent contribuer à susciter l'adhésion politique à l'action contre le changement climatique, aux échelons national et international. Ainsi, les incitations auprès des pays en développement à participer à l'effort pourraient être renforcées via les règles de fixation des cibles de réduction d'émissions et d'allocation des permis, les transferts de technologies (y compris dans le cadre du MDP) et les transferts directs de revenus.

Si quelques pays seulement souscrivaient à un accord dans un premier temps, la réduction de leurs émissions risquerait d'être compensée en partie par une augmentation dans le reste du monde. Dans ce cas, des mesures pourraient être envisagées pour limiter ce risque de « fuite » en attendant que d'autres pays adhèrent. Les aménagements transitoires peuvent prendre la forme d'accords régionaux ou sectoriels portant sur les activités intensives en énergie, exposées aux échanges et/ou transnationales. En revanche, les droits compensatoires sur les importations de biens qui provoquent de fortes émissions de carbone risquent de se révéler contre-productifs et contraires aux règles de l'OMC.

### **L'adaptation au changement climatique sera primordiale**

Les pays en développement sont les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, en partie parce que leur économie est plus tributaire de l'exploitation des ressources naturelles (agriculture, foresterie, pêche), et aussi parce qu'ils leur manquent les infrastructures, les moyens financiers et les capacités nécessaires pour s'adapter au phénomène. Une étude récente de l'OCDE montre que d'ores et déjà, neuf des dix grandes villes portuaires les plus vulnérables à l'élévation du niveau des mers (en fonction du nombre d'habitants exposés) se situent dans des pays en développement.

C'est pourquoi l'OCDE étudie les moyens à mettre en œuvre pour s'adapter au mieux aux effets inévitables du changement climatique, c'est-à-dire à ceux qui se produiront de toute façon compte tenu des émissions passées. En particulier, elle est en train de formuler des orientations sur la prise en compte de l'adaptation dans les activités de coopération pour le développement, de manière, surtout, à ce que les politiques d'aide au développement soient insensibles aux effets du climat.

# PERSPECTIVES DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OCDE

## Sans de nouvelles politiques, nous risquons de causer des dommages irréversibles à notre environnement dans les prochaines décennies

Les pays de l'OCDE ont réalisé des progrès considérables sur le front de l'environnement ces dernières décennies. Néanmoins, des problèmes de plus en plus complexes ou mondiaux demeurent, et leurs effets risquent de ne se manifester qu'à longue échéance. Si les pouvoirs publics ne renouvellent pas leur action, nous risquons en quelques dizaines d'années d'altérer irrémédiablement l'environnement dont dépend la poursuite de la prospérité économique. Pour éviter cela, des actions urgentes s'imposent de manière à parer en particulier au changement climatique, à la diminution de la biodiversité, à la rareté de l'eau et aux effets sur la santé de la pollution et des produits chimiques dangereux.

## Le coût de l'inaction est élevé, celui de l'action à notre portée

Les coûts économiques et sociaux de l'inaction ou d'un report de l'action dans ces domaines sont considérables. C'est dans les pays en développement que les effets de la dégradation de l'environnement seront les plus sensibles, car ils sont moins bien équipés pour y faire face ou s'adapter. L'inaction des pouvoirs publics dans le domaine de l'environnement rejait déjà sur l'économie, y compris dans les pays de l'OCDE, directement (coûts des services de santé publique, entre autres) et indirectement (diminution de la productivité de la main-d'œuvre, par exemple). En ce qui concerne la biodiversité (secteur de la pêche, notamment) et le changement climatique, les coûts de l'immobilisme seraient considérables.

Parallèlement, certaines mesures ambitieuses destinées à remédier à quelques-uns des problèmes environnementaux les plus urgents sont à notre portée si on les met en regard de la croissance économique prévue dans les quelques décennies à venir et des coûts estimés de l'inaction. D'après les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, le PIB mondial aura presque doublé par rapport à aujourd'hui. Or, il en coûterait environ 1 % de cette croissance accumulée d'ici à 2030 pour mettre en œuvre une panoplie de mesures visant à s'attaquer simultanément à plusieurs problèmes d'environnement. Cet arsenal aurait pour but de réduire les émissions des principaux polluants atmosphériques d'un tiers environ, et de limiter les émissions de gaz à effet de serre de 12 % par rapport au niveau actuel (alors que le scénario des politiques inchangées prévoit une hausse de 37 %).

## Des politiques plus ambitieuses sont nécessaires, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture

Pour maintenir les coûts de l'action à un faible niveau, il faut mettre l'accent sur l'utilisation des instruments économiques tels que la tarification de l'eau, les échanges de permis d'émission, les taxes sur les polluants et les redevances sur les déchets. Supprimer les subventions préjudiciables à l'environnement, notamment celles qui bénéficient aux énergies fossiles et à la production agricole, serait un bon début. Cela réorienterait l'économie au détriment des activités qui polluent ou qui surexploitent les ressources naturelles, ferait gagner beaucoup d'argent au contribuable et au consommateur, et encouragerait les évolutions technologiques.

Cependant, les instruments économiques devront être accompagnés d'autres moyens d'action tels que les réglementations et les normes (normes d'efficacité énergétique pour les véhicules et les bâtiments, par exemple), les investissements dans la R-D, les approches sectorielles et volontaires permettant de tirer parti des initiatives de l'industrie, et les systèmes d'éco-étiquetage et d'information donnant aux consommateurs les moyens d'exercer leur pouvoir de marché et de récompenser les producteurs respectueux de l'environnement.

## ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La production d'électricité est de loin le secteur contribuant le plus aux émissions de CO<sub>2</sub> d'origine humaine avec près de 30 % du total, soit le double du secteur venant en second (le transport routier), et progresse plus de deux fois plus vite. La chaîne complète conduisant à la production d'électricité d'origine nucléaire (y compris l'extraction d'uranium et la construction des centrales) n'émet pratiquement pas de CO<sub>2</sub>. Ses émissions sont entre dix et cent fois inférieures à celles des filières de production d'électricité à base de combustibles fossiles. L'énergie nucléaire produit 16 % de l'électricité consommée dans le monde et environ 25 % de celle consommée dans les pays de l'OCDE. Cette contribution pourrait être bien supérieure.

L'énergie nucléaire est une technologie mature qui bénéficie de plusieurs décennies d'expérience industrielle et commerciale. Les statistiques sur les accidents du secteur énergétique montrent que, contrairement aux idées reçues, c'est l'une des sources d'électricité les plus sûres. C'est une solution rentable et fiable pour réduire les émissions de carbone. Le combustible nucléaire – l'uranium naturel – est abondant et la répartition géopolitique des ressources est une excellente garantie de sécurité d'approvisionnement. La durée de vie des ressources conventionnelles connues est d'environ 85 ans avec les réacteurs actuels (les efforts d'exploration étant restés modestes jusqu'à présent, on estime que le potentiel est bien plus élevé), comparée à quelque 65 ans pour le gaz et 150 ans pour le charbon. En outre, les réacteurs avancés à neutrons rapides, en cours de développement et déjà testés dans plusieurs pays, peuvent allonger la durée de vie des ressources en uranium à plusieurs millénaires.

Les efforts de R-D entrepris dans de nombreux pays et dans le cadre de programmes internationaux visent à concevoir et à mettre en œuvre ces systèmes nucléaires avancés. Ceux-ci devraient également ouvrir à l'énergie nucléaire les marchés des applications non électrogènes telles que la fourniture d'hydrogène ou d'eau potable.

L'énergie nucléaire pourrait se développer de façon importante dans les prochaines décennies. Néanmoins, ses coûts d'investissement élevés sont peu incitatifs sur les marchés libéralisés de l'électricité. Les gouvernements souhaitant bénéficier des avantages de l'énergie nucléaire doivent faire en sorte que les politiques nationales et les cadres réglementaires permettent de fournir aux investisseurs des garanties de retour sur investissements effectués sur de longues périodes.

En premier lieu, des politiques nationales de l'énergie stables incluant des engagements clairs en matière de lutte contre le changement climatique et de réduction des émissions de carbone sont indispensables pour inciter à réaliser de tels investissements. Le coût environnemental des émissions de carbone, qui pesait sur la société jusqu'à très récemment, devrait être supporté par les producteurs et les consommateurs de produits et de technologies émetteurs de carbone. Ceci accroîtra la marge de compétitivité de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables par rapport aux combustibles fossiles.

Des régimes réglementaires stables sont aussi indispensables pour garantir aux investisseurs que des projets nucléaires peuvent être achevés dans des délais raisonnables et prévisibles. Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer pour simplifier les procédures d'autorisation des centrales nucléaires et des installations du cycle du combustible tout en assurant la protection de la santé et de l'environnement nécessaire pour obtenir le soutien de la société.

Le très grand potentiel de l'énergie nucléaire devrait également être reconnu dans les accords internationaux pour la diffusion des technologies favorisant la lutte contre le changement climatique, en particulier dans les pays en développement dont les besoins en électricité croissent rapidement.

# LES BIOCARBURANTS

## Les biocarburants voient leur production augmenter rapidement, mais sont encore peu utilisés à l'échelle mondiale dans les transports

Entre 2000 et 2007, la production mondiale de bioéthanol a doublé, dépassant 50 milliards de litres par an, tandis que celle de biodiesel a été multipliée par 11, et atteint près de 11 milliards de litres. Pourtant, les biocarburants représentent toujours moins de 2 % de la consommation mondiale de carburants automobiles. Si les pouvoirs publics ne modifient pas les politiques en vigueur en 2007, la production mondiale d'éthanol et de biodiesel devrait de nouveau doubler d'ici à 2017, une grande partie de la hausse se produisant au Brésil, aux États-Unis et dans l'Union européenne (UE).

## Dans les pays de l'OCDE, la production de biocarburants n'est généralement pas viable sans un soutien public

Les mesures gouvernementales ont été essentielles au développement de la production et de la consommation de biocarburants. Actuellement, d'après les estimations, le soutien public atteint 13 à 15 milliards USD par an dans les pays de l'OCDE. Les instruments d'action employés comprennent des mesures budgétaires, comme les allègements fiscaux, les crédits d'impôt et les paiements directs aux producteurs de biocarburants, la fixation de seuils minimums obligatoires de consommation de biocarburants dans l'éventail des carburants utilisés, et enfin les droits sur les importations.

## L'augmentation de la production de biocarburants est l'un des facteurs qui fait grimper les prix des produits agricoles de base

L'augmentation de la demande de matières premières nécessaires à la production de biocarburants contribue à la hausse actuelle des prix des céréales et des oléagineux. Si la progression des prix mondiaux des céréales s'explique d'abord par des mauvaises récoltes dues aux conditions météorologiques en 2006 et 2007, il ressort des prévisions établies à plus long terme dans la dernière édition des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* que l'accroissement de la demande dans beaucoup de pays en développement, l'augmentation des prix du pétrole brut et la poursuite de l'essor de la production de biocarburants constituent des facteurs importants. Ceux-ci maintiendront les prix des produits de base à des niveaux moyens plus élevés que par le passé. Selon les projections de l'OCDE, environ un tiers des céréales secondaires produites aux États-Unis, plus de 60 % de la production de canne à sucre au Brésil, et plus de 80 % des huiles végétales utilisées dans l'UE (production intérieure et importations) pourraient être destinés à la production de biocarburants d'ici à 2017. Ces éléments devraient provoquer une hausse moyenne des prix des céréales et des oléagineux entre 40 % et 60 % et une progression moyenne de plus de 10 % pour les prix du sucre au cours des dix prochaines années par rapport aux prix moyens des dix années précédentes.

## L'action publique relative aux biocarburants a un rôle à jouer

Il est généralement admis qu'utiliser les biocarburants pour remplacer en partie les énergies fossiles améliore la sécurité énergétique, est favorable à l'environnement et présente un intérêt économique. Toutefois, ces avantages sont moins importants que prévus, et il est peu probable que les politiques actuelles, axées sur les technologies de première génération et les matières premières agricoles, permettent d'en profiter. D'autres approches, qui favorisent la diminution de la demande d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, libéralisent les échanges de biocarburants et accélèrent le développement des technologies de production de « deuxième génération », lesquelles ne dépendent pas des produits de base utilisés aujourd'hui comme matières premières, sont susceptibles d'offrir des avantages supérieurs sans rejaillir involontairement sur les prix alimentaires.

# WIKIGENDER DÉMOCRATISE LE DIALOGUE SUR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Au début de l'année, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le Centre de développement de l'OCDE a lancé [wikigender.org](http://wikigender.org), un site Internet novateur de partage et d'échange d'informations sur l'égalité hommes-femmes.

Ce site, qui a vocation de devenir la plate-forme incontournable sur l'égalité hommes-femmes, offre déjà de nombreuses données et statistiques désagrégées par sexe, notamment sur la représentation des femmes dans les gouvernements nationaux, le rôle des hommes dans l'éducation des enfants et l'importance des femmes pour le développement économique de l'Afrique. Un peu plus de 280 articles et documents peuvent déjà être consultés, tels que des rapports détaillés sur l'égalité hommes-femmes dans de nombreux pays à travers le monde, que ces pays soient membres ou non de l'OCDE. Un mois après son lancement, le site comptait déjà plus de 25 000 visites.

## Garantir la qualité du contenu

Contrairement aux autres sites reposant sur la technologie « wiki », comme l'encyclopédie en ligne Wikipédia, Wikigender comprend deux niveaux d'informations. Il contient d'une part des contenus provenant de sources officielles (comme l'OCDE), qui sont identifiés comme tels et protégés. Il comporte d'autre part une partie interactive où peuvent être publiées de nouvelles informations. Elles sont sujettes à être éditées par près de 300 spécialistes, devenus utilisateurs enregistrés et autorisés à proposer des changements aux contenus, ainsi qu'à créer ou à télécharger vers Wikigender de nouveaux articles et documents. Le site est ainsi filtré de tout contenu dont la fiabilité n'est pas sûre, ce qui garantit le plus haut niveau de qualité.

Wikigender contribue non seulement à améliorer les connaissances sur la situation des hommes et des femmes à travers le monde, mais aussi à faire prendre davantage conscience de la nature et de la portée de la discrimination entre les sexes – une condition préalable pour s'attaquer aux préjugés et aux craintes qui font perdurer les inégalités.

Wikigender constitue pour l'OCDE un moyen efficace de s'adresser à la société civile et de nouer un dialogue allant de la base vers le sommet. Cette initiative facilite l'apprentissage mutuel au sein de groupes tels que les syndicats de travailleurs, les syndicats professionnels et les enseignants, qui peuvent exercer des pressions en faveur des réformes qui s'imposent, gagner un soutien plus large auprès du grand public et dissiper les peurs que le changement fait inévitablement naître parmi les citoyens.

## Faire progresser la stratégie de l'OCDE en matière de TIC

Premier site « wiki » créé par l'OCDE, Wikigender s'inscrit dans la nouvelle stratégie de l'OCDE en matière de TIC, qui recommande d'accroître l'utilisation des technologies web 2.0. Ses résultats seront minutieusement évalués car il constitue un bon test de faisabilité d'une plate-forme plus large – Wikiprogress – qui pourrait étayer le programme de travail du projet global « Comment mesurer le progrès des sociétés » proposé par l'OCDE.

Afin d'élargir les assises institutionnelles du projet Wikigender, un partenariat a récemment été conclu avec la Société financière internationale de la Banque mondiale, et d'autres partenariats sont en cours de négociation. Cela renforcera la capacité organisationnelle à gérer le site et à élargir l'éventail des sujets abordés ainsi qu'à approfondir les données couvertes.

## L'ENTREPRENEURIAT AU FÉMININ DANS LES PME

Dans les pays membres de l'OCDE, comme dans les non-membres, les femmes chefs d'entreprise sont de plus en plus nombreuses parmi les propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) et occupent de nouveaux créneaux de l'activité entrepreneuriale. De par cette activité, elles contribuent de façon significative à l'emploi, même si l'ampleur de leur contribution est difficile à mesurer.

### Les obstacles auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs

Les femmes peuvent se heurter à des obstacles particuliers lors de la création ou du développement de leur entreprise. Il est donc capital pour le développement global de l'économie et de la société d'éliminer ces obstacles et de veiller à ce que les conditions soient réunies pour permettre la création et l'expansion d'entreprises dirigées par des femmes.

Le constat est particulièrement vrai dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), où les possibilités qu'ont les femmes de concrétiser leur potentiel en tant que chefs d'entreprise dépendent de leur statut et de leur rôle dans la société. Comme dans tous les pays, les obstacles auxquels elles sont confrontées tiennent à leur niveau d'instruction, à la difficulté de concilier exigences professionnelles et responsabilités familiales, et à leur accès limité au financement. Étant donné que l'entreprise au féminin peut déboucher sur des approches originales et novatrices en termes de gestion, d'organisation et d'expansion commerciale, les responsables politiques dans les pays de la région MENA, comme dans d'autres pays, doivent s'attaquer à ces questions afin que le potentiel économique des femmes puisse être pleinement mis à profit.

La Déclaration ministérielle MENA/OCDE sur les moyens de stimuler l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA soulignait l'importance d'aplanir les barrières à la création d'entreprises dues aux différences de traitement entre hommes et femmes, en supprimant les obstacles inhérents à la création et l'expansion des entreprises, ainsi que les entraves au droit d'être propriétaire d'un bien ou de signer des contrats, lorsque celles-ci existent. Comme dans d'autres régions, il importe en outre de faciliter l'insertion des femmes sur le marché du travail en mettant en place des mesures favorables à la famille, telles que formules abordables de garde d'enfants, congé parental et autres dispositions en faveur de l'enfance, sans oublier l'égalité de traitement sur le lieu de travail.

### Les femmes entrepreneurs dans les économies émergentes

Dans les économies émergentes, où les femmes contribuent pour beaucoup à l'activité économique, les femmes chefs d'entreprise se voient toutefois soumises à diverses contraintes, à commencer par l'insuffisance des services de conseil et leur coût, notamment pour développer les capacités de gestion dans les zones rurales, qui restent mal desservies.

L'amélioration des politiques et programmes existants à l'appui du développement de l'entreprise au féminin dans les pays membres et non membres de l'OCDE contribuera donc à favoriser l'émancipation économique des femmes et leur participation à des activités innovantes. En 2009-2010, l'OCDE s'intéressera de plus près à la relation entrepreneuriat féminin et innovation, et à ses conséquences pour l'action des pouvoirs publics.

Il est indispensable d'étayer par les faits et par l'analyse notre compréhension du rôle des femmes chefs d'entreprise dans l'économie afin d'évaluer l'impact des mesures prises et de décider des orientations à prendre. Il sera nécessaire de renforcer nos bases statistiques pour mener à bien des analyses comparatives sexospécifiques entre pays.

# APPLICATIONS SPATIALES : SUIVRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les applications spatiales jouent un rôle de plus en plus crucial dans la gestion du changement climatique et de l'environnement. Que ce soit pour l'observation de la Terre, la météorologie, les communications ou le positionnement, les satellites sont devenus des outils indispensables dans l'effort international pour traquer et mieux comprendre notre atmosphère, nos océans, nos forêts et nos ressources en eau.

## Les capacités du spatial

Quelque 30 pays ont un programme spatial et plus de 950 satellites opérationnels sont en orbite, dont la majorité est utilisée pour les communications et l'observation de la Terre. Le coût de l'investissement de ces satellites en orbite est estimé entre 180 et 230 milliards USD (*Panorama économique du secteur spatial*, OCDE, 2008). C'est une somme relativement peu élevée par rapport à d'autres infrastructures terrestres, mais les avantages sociaux, scientifiques, et économiques – bien que parfois difficile à mesurer – sont considérables. Par exemple :

**Surveillance du climat** : plus de la moitié des Variables essentielles du climat, identifiées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies, dépend de données satellites. De plus, les climatologues et les glaciologues comptent plus que jamais sur les observations par satellite de l'Arctique et de l'Antarctique pour étudier presque en temps réel les processus de changement climatique. Enfin, les améliorations significatives des prédictions météorologiques sont dues en grande partie aux nouveaux satellites météorologiques placés en orbites polaires, avec pour conséquence des gains substantiels pour la gestion des secteurs agricole et énergétique.

**Suivre les ressources mondiales en eau** : les satellites contribuent à la compréhension du cycle de l'eau au niveau mondial et à l'amélioration de la gestion des ressources en eau. Les nuages, les vapeurs d'eau, les précipitations et le niveau de la mer peuvent être observés de l'espace, en coordination avec des systèmes *in-situ*. Dans beaucoup de pays OCDE, les données par satellite sont désormais utilisées pour contrôler quotidiennement la qualité de l'eau, détectant notamment certaines pollutions d'origine naturelle ou humaine (algues, pétrole).

## Construire une infrastructure spatiale durable

Les impacts du changement climatique gagnant en intensité, le besoin de renforcer et d'améliorer notre infrastructure spatiale se fait aussi croissant. Le réseau de satellites actuel doit non seulement être renouvelé régulièrement, mais aussi être étendu afin de fournir une couverture plus précise des systèmes climatiques de la Terre. Il faut également augmenter le nombre de revisites pour garantir les flux d'informations en temps réel. De même, des améliorations dans la qualité de résolution de l'imagerie optique, ainsi qu'une couverture plus large du spectre électromagnétique sont essentielles pour permettre, par exemple, une surveillance accrue de la température et de la salinité des océans. Dans ce contexte, un cadre réglementaire et de financement stable deviendra de plus en plus important. Ceci peut être fait en soutenant une utilisation accrue des applications spatiales par le secteur public, aux niveaux national et international. La participation du secteur privé exige aussi un environnement légal et réglementaire clair pour les activités commerciales, avec un renforcement de la prestation privée de biens et services spatiaux.



# Bonne gouvernance

# INSTABILITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Les marchés financiers sont soumis depuis près d'un an à de vives tensions et qui compromettent la croissance économique aux États-Unis et en Europe, avec le risque de créer un effet d'entraînement en Asie. Certains pays pourraient connaître une récession à court terme même si, en dernier ressort, les retombées économiques dépendront de l'aptitude des responsables politiques à faire face aux effets du « resserrement du crédit » qui se manifeste à travers le bilan des intermédiaires financiers.

## Les facteurs qui ont contribué aux turbulences actuelles

L'élément distinctif de cette crise aura été un endettement excessif, notamment en ce qui concerne les prêts hypothécaires à risque et les valeurs qui y étaient adossées. Quatre facteurs ont été déterminants. Premièrement, un excès de liquidité a donné naissance à des bulles spéculatives sur certains actifs, en particulier les valeurs immobilières et les titres adossés à des crédits hypothécaires. Ces bulles incitent les spéculateurs à emprunter, tandis que – la hausse de – la valeur des garanties « rassure » les prêteurs. Deuxièmement, les normes réglementaires et comptables régissant le traitement des instruments hors bilan et les normes de souscription présentaient des lacunes évidentes. Troisièmement, les agences de notation ont joué un rôle clé dans le processus de titrisation. En règle générale, les banques analysent le risque de crédit des emprunteurs, mais ne rendent pas ces informations publiques. Or, la vente de ces créances sur les marchés financiers nécessite une notation extérieure. La transformation, à l'intention des investisseurs, de titres généralement classés BBB en titres de premier ordre assortis d'une note AAA a considérablement facilité l'envolée des produits structurés (comme les obligations adossées à des emprunts et les billets de trésorerie adossés à des actifs). Enfin, quatrième, indépendamment de tous ces éléments, le gouvernement d'entreprise des intermédiaires financiers souffrait de graves lacunes. Certaines banques ont gardé leurs distances avec ces produits à haut risque et d'autres ont réussi à réduire sensiblement leur exposition avant la crise, tandis que d'autres encore prenaient inconsidérément des positions importantes, attirées par la perspective de bénéfices et de commissions à court terme. En l'absence de l'un de ces quatre facteurs, la tourmente qui frappe aujourd'hui les marchés aurait été moins violente.

## Les responsables politiques ont peu de liberté de manœuvre

La situation immédiate ne laisse guère d'alternative aux autorités. Les tentatives visant à dénouer des positions en titres adossés à des crédits hypothécaires illiquides ont fait chuter les prix, et l'évaluation au prix du marché a entraîné d'importants passages en perte, ainsi qu'un accroissement du risque d'insolvabilité, dont l'épisode de Bear Stearns aura été un parfait exemple. Les banques centrales ont dû intervenir en injectant des liquidités et en élargissant la définition et la durée des garanties qu'elles acceptent dans le cadre de leurs transactions avec les banques. L'objectif recherché est d'assurer le fonctionnement du marché, les banques refusant de s'accorder mutuellement des prêts puisque les entreprises présentant un risque ne sont pas identifiées. Cela étant, le problème de fond tient à **l'insolvabilité** – l'insolvabilité des propriétaires de logements qui ont souscrit des emprunts hypothécaires en espérant réaliser une plus-value qui ne s'est pas matérialisée et l'insolvabilité des établissements qui ont mal géré la concentration des risques ou s'en sont trop remis à des modèles économiques dépendant d'un financement interbancaire à court terme de leur bilan. Les banques sont des établissements très endettés, possédant de gros portefeuilles d'actifs et de passifs, en regard de fonds propres plutôt modestes. Il en faut peu pour réduire ces derniers à néant lorsque les financements se contractent ou que les actifs se déprécient, contraignant les banques (en l'absence de nouvelles injections de capitaux) à réduire leur effet de levier afin de respecter les règles d'adéquation des fonds propres ou les acculant à la faillite dans des cas extrêmes. La contraction du bilan des banques peut paralyser l'intermédiation financière, et peser directement sur le PIB. Par conséquent, la mise en place de politiques facilitant la reconstitution du capital est déterminante pour résoudre les problèmes de solvabilité.

L'OCDE a revu à la hausse son estimation des pertes liées aux emprunts hypothécaires qui seront enregistrées à terme. Évaluées à 300 milliards USD à l'automne dernier, elles s'inscriraient désormais dans une fourchette comprise entre 350 et 420 milliards USD, selon un modèle plus juste de défaillance des emprunteurs et en fonction des (différentes) hypothèses de taux de recouvrement des garanties hypothécaires. Sur le total des pertes finales probables, quelque 90 milliards USD sont directement associés aux banques américaines qui jouent un rôle clé dans le processus d'intermédiation. Sans intervention extérieure, cette situation pourrait aboutir à une forte réduction de l'effet de levier, comme ce fut le cas au début des années 90.

Les baisses de taux spectaculaires auxquelles la Réserve fédérale a procédé depuis septembre 2007 ont soutenu les bénéfices des banques, de même que ses appels à une minoration du taux de distribution des dividendes (afin d'accroître la rétention des bénéfices). La recapitalisation des banques par les bénéfices prendra entre 6 et 12 mois, selon l'ampleur de ces diminutions. De fait, pour étoffer leur bilan en vue d'accompagner la croissance économique, il leur faudra non seulement compenser les pertes, mais aussi constituer des fonds propres afin de soutenir la croissance ordinaire de leurs activités. Pour accélérer le processus, des injections de capitaux provenant de fonds souverains et de fonds d'arbitrage – qui sont prêts à assumer davantage de risques lorsque les autres ne le sont pas – seraient les bienvenues. Les banques ont déjà amplement réussi à lever une partie des fonds dont elles ont besoin, mais la situation reste délicate et elles devront mobiliser des ressources supplémentaires. Leur ultime moyen de défense, lorsque le risque systémique devient préoccupant, est le recours aux deniers publics. Ce risque représentant pour l'avenir une source d'aléa moral dans le secteur bancaire, elles ne s'en servent qu'en dernière extrémité – comme ce fut le cas pour Bear Stearns – afin d'éviter une implosion généralisée du système financier et ses conséquences redoutables pour l'ensemble de l'économie.

### **Les institutions européennes sont aussi exposées**

Ces difficultés ne touchent pas exclusivement les États-Unis, car les établissements européens ont, eux aussi, acquis une part importante des titres à risque, et les banques européennes sont en moyenne moins bien capitalisées que leurs homologues américaines. Les produits dérivés sur actions sont également plus répandus en Europe, de même que les expositions aux prêts en devises dans certains pays. Il ne faut pas non plus oublier que si les entreprises affichent en moyenne des bilans solides, elles traînent toutefois le boulet du surendettement lié aux opérations de fusion-acquisition. Faute d'une gestion adéquate, la réduction de l'effet de levier, qui accompagnera les pertes liées aux prêts hypothécaires à risque et aux titres qui y sont adossés, pourrait se propager aux autres catégories d'actifs (comme les obligations de sociétés ou les produits dérivés sur actions). Cette situation serait extrêmement alarmante.

# LIBERTÉ D'INVESTISSEMENT ET FONDS SOUVERAINS

## Le mandat de l'OCDE

Depuis quelques années, des transformations profondes intervenues au niveau de la sécurité nationale et de l'économie internationale ont conduit certains États à réévaluer leurs politiques d'investissement. La montée en puissance des fonds souverains issus d'un large éventail de pays d'origine constitue un élément majeur de la mutation de l'économie mondiale.

Les ministres des finances du G7 et les autres membres de l'OCDE ont demandé à l'OCDE d'élaborer des orientations concernant les politiques des pays d'accueil à l'égard des investissements des fonds souverains. L'OCDE a répondu à cette demande dans le cadre du projet du Comité de l'investissement sur la liberté d'investissement et la sécurité nationale, lancé afin d'aider les pouvoirs publics à lutter contre la résurgence du protectionnisme et à maintenir l'ouverture des marchés. Les orientations publiées par le Comité en avril sont le fruit du travail des 30 pays membres de l'OCDE, des 10 pays non membres ayant adhéré aux instruments de l'OCDE sur l'investissement, de 4 autres pays non membres qui participent au projet, et de la Commission européenne. Ce projet a également bénéficié des consultations avec les fonds souverains, les entreprises et les partenaires sociaux des pays de l'OCDE.

## Les fonds souverains procurent des avantages au pays d'origine comme au pays d'accueil

Les fonds souverains offrent de nombreux avantages. Récemment, l'injection de capitaux par des fonds souverains dans plusieurs institutions financières de la zone OCDE a eu un effet stabilisateur car elle est intervenue à un moment critique, lorsque les investisseurs prêts à prendre des risques se faisaient rares et que le pessimisme régnait sur les marchés. Ils contribuent à recycler l'épargne à l'échelle internationale et sont généralement des investisseurs stables sur la durée. Ils participent au développement économique des pays d'origine. L'OCDE, qui compte parmi les principaux défenseurs d'un régime d'investissement ouvert, se félicite de ces avantages pour les pays d'origine et d'accueil.

## Les principes existants de l'OCDE exigent un traitement équitable des fonds souverains

Mais comme c'est souvent le cas lorsque de nouveaux acteurs apparaissent sur la scène financière internationale, il convient de s'y intéresser de plus près. Le rôle croissant des fonds souverains soulève des questions relatives au bon fonctionnement des marchés financiers et des interrogations quant aux politiques d'investissement, en suscitant des préoccupations légitimes dans les pays d'accueil soucieux de protéger leur sécurité nationale.

Les instruments existants de l'OCDE pour l'investissement contiennent d'ores et déjà des principes fondamentaux utiles pour orienter les actions des pays d'accueil. En adhérant aux instruments de l'OCDE pour l'investissement, les membres de l'OCDE et d'autres gouvernements adhérents ont souscrit aux principes de transparence, de non-discrimination et de libéralisation.

## La sécurité nationale est une préoccupation légitime mais ne doit pas servir de prétexte à des politiques protectionnistes

Les instruments de l'OCDE pour l'investissement reconnaissent le droit des pays adhérents de prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires à la protection de leur sécurité nationale. Les investissements contrôlés par des États étrangers, comme ceux des fonds souverains, peuvent susciter des inquiétudes quant aux objectifs poursuivis par l'investisseur et sur le fait de savoir s'ils sont motivés par des objectifs commerciaux ou par des considérations politiques ou tenant à la politique étrangère.

Toutefois, les pays adhérents sont convenus que la clause relative à la sécurité nationale contenue dans les instruments de l'OCDE pour l'investissement devait être appliquée avec retenue et ne devait pas être invoquée afin de se soustraire à leur engagement en faveur de politiques d'investissement ouvertes.

## Les mesures de protection de la sécurité doivent être aussi ouvertes que possible

Les membres de l'OCDE et les autres participants au projet se sont accordés sur un certain nombre de principes fondamentaux qui doivent orienter l'action des pouvoirs publics lorsqu'ils conçoivent et mettent en œuvre des mesures visant à sauvegarder leur sécurité nationale tout en préservant et en renforçant l'ouverture du système d'investissement international. Ces principes sont les suivants :

- **Non-discrimination** – d'une manière générale, les pouvoirs publics doivent recourir à des mesures d'application générale qui réservent un traitement similaire aux investisseurs dans des circonstances similaires. Lorsque ces mesures sont jugées inaptes à protéger la sécurité nationale, les mesures spécifiques prises pour tel ou tel investissement doivent être conçues en fonction des particularités de l'investissement qui constitue un risque pour la sécurité nationale.
- **Transparence/prévisibilité** – il est certes dans l'intérêt des investisseurs et des gouvernements d'assurer la confidentialité des informations sensibles, mais les objectifs et les pratiques réglementaires doivent être aussi transparents que possible afin d'améliorer la prévisibilité des résultats.
- **Proportionnalité des réglementations** – les restrictions à l'investissement, ou les conditions qui s'attachent à une transaction, ne doivent pas être plus sévères que nécessaire pour protéger la sécurité nationale et doivent être évitées si d'autres mesures existantes sont appropriées pour répondre à une préoccupation de sécurité nationale.
- **Reddition de comptes** – pour que la responsabilité des autorités chargées de l'application soit effective, des procédures de supervision parlementaire, un contrôle juridictionnel, des évaluations périodiques d'impact et l'obligation de décisions de blocage d'un investissement devraient être prises à un échelon hiérarchique élevé.

## Les investisseurs et les pays d'origine peuvent apaiser les inquiétudes grâce à la transparence

Le fait pour les fonds souverains d'observer des normes rigoureuses et de fournir des informations suffisantes et en temps voulu facilitera les efforts des pays d'accueil pour mettre en œuvre leurs engagements et les recommandations de l'OCDE visant à respecter l'ouverture des marchés tout en protégeant leur sécurité nationale. C'est pourquoi l'OCDE soutient également les travaux menés par le FMI sur les pratiques exemplaires applicables aux fonds souverains.

## Prochaines étapes

Le programme de travail comprendra : une clarification plus poussée des pratiques exemplaires applicables à la mise en œuvre des principes directeurs, notamment celui de « reddition de comptes » ; une session spéciale consacrée aux investisseurs contrôlés par l'État ; et les travaux complémentaires qui peuvent être jugés nécessaires compte tenu des résultats des travaux du FMI. Un rapport final relatif au projet sur la liberté d'investissement, qui rassemblera toutes les conclusions de ces travaux, sera achevé au printemps 2009. Ses recommandations pourraient également contenir des suggestions de révision/clarification d'instruments existants de l'OCDE.

Le projet comporte un processus d'examen régulier par des pairs, dans lequel les pays signalent les mesures prises ou envisagées. Dans le cadre de ses activités courantes, le Comité continuera de suivre les évolutions dans ce domaine, à la lumière des principes de transparence/prévisibilité, proportionnalité et responsabilité, et des engagements pris par les pays adhérents au titre des instruments de l'OCDE pour l'investissement.

L'esprit de coopération qui caractérise ces débats jusqu'à présent sera maintenu grâce à la concertation et au dialogue entre pays d'origine et pays d'accueil, et également entre le FMI et l'OCDE.

# MONDIALISATION ET ÉCONOMIES RÉGIONALES

La mondialisation permet aux entreprises de se positionner sur de nouveaux marchés de plus grande taille et d'accéder facilement aux connaissances et aux technologies, ce qui contribue à les rendre plus compétitives. Mais cela crée de nouveaux défis pour les entreprises et la politique publique. Dans le contexte des stratégies visant à encourager la croissance et l'ajustement, les pouvoirs publics se rendent de plus en plus compte que la dimension régionale revêt une importance cruciale. Cette prise de conscience est maintenant partagée par les ministères de l'économie et des finances ; de la science, de la technologie et de l'industrie ; et du développement régional. Le défi pour les pouvoirs publics est d'établir un cadre dans lequel les entreprises peuvent exploiter les avantages spécifiques à la région. Cependant, les politiques nationales ont souvent du mal à intégrer la dimension régionale. Les régions ont à leur tour peu d'expérience dans l'élaboration de politiques qui soient orientées par le marché et efficaces dans des domaines clés comme l'innovation.

## L'importance croissante de la politique régionale

Pourquoi la politique régionale est-elle aujourd'hui si importante ? La réponse tient en partie à la façon dont les entreprises réagissent à la mondialisation. Les entreprises sont contraintes de mettre au point des produits novateurs et d'assimiler les nouvelles technologies rapidement. Étant donné que même les grandes entreprises ne peuvent atteindre cet objectif isolément, le système d'innovation devient moins vertical et plus ouvert. Les fournisseurs ayant davantage la possibilité d'accéder à de nouveaux clients, les entreprises sont davantage incitées à innover. L'innovation ouverte est désormais un outil essentiel pour les grandes entreprises comme pour les petites, car il leur faut rechercher de nouvelles façons de partager des risques et de développer des produits et procédés complexes. En théorie, il est maintenant possible pour les entreprises de se procurer les intrants et le savoir-faire dont elles ont besoin dans n'importe quel endroit du globe. Pourtant, nombre des entreprises en pointe dans les secteurs de la « nouvelle économie » ont encore tendance à se regrouper. Les travaux récents de l'OCDE sur l'innovation régionale et les réseaux d'entreprises montrent que les avantages spécifiques à la région – dont témoignent les entreprises spécialisées, la main-d'œuvre qualifiée et les universités dynamiques – restent une source importante de gains de productivité pour les entreprises, comme pour les plus grandes multinationales.

## Des villes compétitives

Dans les grandes régions métropolitaines se trouvent à la fois l'infrastructure des connaissances et les compétences que recherchent les grandes entreprises. Les travaux pionniers réalisés par l'OCDE sur les villes ont montré qu'elles ne réussissent pas toutes à tirer parti de leurs atouts – une stratégie claire et des responsables déterminés, des services publics de grande qualité et des investissements dans l'infrastructure d'innovation ainsi qu'une approche fonctionnelle de la gouvernance sont autant d'éléments qui influent sensiblement sur l'aptitude de la ville à concurrencer efficacement des centres urbains comparables. L'OCDE offre un cadre aux responsables des administrations centrales et aux maires des grandes villes pour examiner les actions que les autorités publiques peuvent engager au niveau national et urbain afin de coordonner les investissements de façon constructive pour répondre à ces enjeux.

## Le rôle des régions rurales

Mais la mondialisation ne concerne pas seulement les grandes villes. Les régions rurales peuvent aussi mobiliser leurs atouts d'une manière novatrice pour s'adapter et saisir les opportunités qu'elle offre. Les régions rurales ont trop souvent été associées à une activité en déclin et la politique rurale a été trop étroitement liée aux subventions agricoles. Aujourd'hui, un nouveau paradigme de la politique rurale met l'accent sur une meilleure exploitation des atouts économiques, sociaux et culturels des régions rurales. Les examens par l'OCDE de la politique de développement rural dans les pays membres et non membres montrent que ce paradigme, qui peut radicalement changer la conception des politiques publiques pour les régions rurales, est de plus en plus largement accepté.

# MIEUX LUTTER CONTRE LA FRAUDE FISCALE INTERNATIONALE

La fraude fiscale internationale menace directement l'équilibre budgétaire des pays et la confiance des citoyens dans l'équité des systèmes fiscaux. Aux États-Unis, le Sénat estime entre 40 et 70 milliards USD le montant d'impôt fraudé par l'utilisation de places financières offshore. Le récent scandale du Liechtenstein a rappelé à la communauté internationale l'urgence d'améliorer la lutte contre la fraude fiscale internationale. Déjà fortement engagée dans la lutte contre les pratiques fiscales dommageables, l'OCDE joue un rôle clé dans l'amélioration de la transparence des transactions internationales.

## Promouvoir la transparence et l'échange d'informations

Dans un environnement financier mondialisé, les opportunités de fraude se sont multipliées. Ainsi, l'OCDE a développé un ensemble de normes visant à assurer plus de transparence et d'échange d'informations efficace entre les États. Ces normes ont été établies en partenariat avec les juridictions qui étaient considérées comme paradis fiscaux en 2000 mais qui se sont engagés depuis à plus de transparence et d'échange d'informations. Si des progrès ont été réalisés, notamment par la conclusion d'accords d'échange de renseignements, beaucoup reste à faire. Comme l'illustre l'affaire du Liechtenstein, l'une des trois juridictions ayant refusé de souscrire aux principes de l'OCDE et considérées ainsi comme « paradis fiscaux non coopératifs ». Il s'agit aujourd'hui de poursuivre ces travaux afin d'assurer la mise en œuvre de ces engagements formels sur la transparence et l'échange de renseignements.

## Développer les instruments juridiques de lutte contre la fraude

L'OCDE a développé plusieurs instruments qui ont permis aux pays membres et non membres d'appliquer la loi fiscale et d'éliminer les doubles impositions, mais aussi de prévenir les doubles exonérations. Le Modèle de convention fiscale de l'OCDE s'est enrichi au cours des dernières années de nouvelles dispositions visant à étendre le champ de l'échange d'informations – y compris lorsque l'information est détenue par des banques – et à proposer une assistance en matière de recouvrement. Un instrument spécifique a été élaboré pour permettre l'échange de renseignements avec les paradis fiscaux (Accord sur l'échange de renseignement en matière fiscale). Ces principes seront bientôt adoptés par les Nations Unies. L'OCDE a aussi développé, avec le Conseil de l'Europe, une Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale aujourd'hui en vigueur dans 13 États et qui offre de nombreuses possibilités, comme la conduite d'audits simultanés dans plusieurs États. Il est temps aujourd'hui d'utiliser pleinement ces instruments et de donner aux administrations fiscales les moyens d'appliquer les lois fiscales, sans laisser place à la dissimulation et à la fraude.

## Assurer une meilleure compréhension des comportements fiscaux à risque

Comprendre les mécanismes de fraude et identifier les nouveaux schémas mis en œuvre sont au cœur de l'action des administrations fiscales. L'OCDE est pionnière dans la mutualisation de la compréhension des schémas de fraude, notamment lorsqu'ils impliquent des contribuables aux revenus ou aux patrimoines très élevés ou qu'ils impliquent des paradis fiscaux. Il convient aussi de promouvoir les relations entre les différentes administrations fiscales et de faciliter les liens entre fiscs et autorités chargées de la lutte contre le blanchiment d'argent.

## LE FUTUR DE L'ÉCONOMIE INTERNET

En une décennie, l'utilisation d'Internet s'est généralisée grâce à la libéralisation des marchés des télécommunications et au développement d'applications et de services conviviaux. En 2008, Internet joue un rôle fondamental dans nos économies et nos sociétés.

Trois paramètres clés influent sur le cadre d'action pour l'économie Internet :

- **Convergence** : les attentes à l'égard d'Internet ne cessent de croître. Le « réseau des réseaux » devient l'espace de convergence pour la transmission de la voix, de l'image et des données et commence à relier non seulement les personnes, mais aussi les objets, les choses et les réseaux de capteurs.
- **Créativité** : Internet devient une plate-forme véritablement mondiale pour tous les types d'interaction sociale et d'échange économique, ainsi que pour l'innovation.
- **Confiance** : les cyberattaques visant les systèmes et les usagers via Internet sont de plus en plus redoutables et sophistiquées.

Chacun de ces facteurs traduit un changement profond dans l'utilisation et les fonctionnalités d'Internet. Collectivement, ils représentent une importante transition dans l'évolution d'Internet et du système économique qui s'est développé autour de lui. Il est donc devenu nécessaire que les politiques destinées à soutenir l'économie Internet soient soigneusement élaborées et coordonnées à travers les domaines d'action, les frontières et les diverses communautés de parties prenantes. De plus, avec l'apparition de nouveaux acteurs sur les marchés mondiaux, comme l'Inde et la Chine, il est important que le débat sur les politiques à suivre parvienne à dégager des principes communs pour aider à tirer parti d'Internet et à relever les défis qu'il pose au niveau international.

L'OCDE œuvre en faveur d'une croissance économique durable en élaborant des politiques et pratiques qui :

- **Facilitent la convergence des réseaux, appareils, applications et services numériques.** Parmi les questions qu'elle analyse, l'OCDE réfléchit aux meilleurs moyens de stimuler la concurrence dans un contexte d'évolution des technologies et des marchés, pour qu'Internet continue de répondre aux attentes croissantes suscitées par, en particulier, le développement des réseaux sans fil à haut débit et de fibre.
- **Encouragent la créativité dans le développement, l'utilisation et les applications d'Internet.** Les travaux de l'OCDE ont pour but de mieux cerner le rôle des TIC, à la fois comme secteur innovant à part entière et comme catalyseur de l'innovation dans l'ensemble de l'économie et de la société. Ils visent à mieux comprendre comment les TIC et la connectivité accrue grâce à Internet contribuent à l'innovation. Internet, avec la connectivité qu'il offre, constituera d'ailleurs l'un des piliers de la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation.
- **Renforcent la confiance et la sécurité.** L'OCDE vise à améliorer la coopération internationale en faveur de la protection de la vie privée, de la sécurité et du consommateur. Son objectif est de constituer une base analytique commune qui permettra d'élaborer un cadre général pour la protection et la gestion de l'identité numérique.

Les ministres et parties prenantes qui participeront à la Réunion ministérielle de l'OCDE sur « Le futur de l'économie Internet », les 17 et 18 juin, à Séoul, contribueront à renforcer ces travaux ainsi que le dialogue mondial sur les politiques et les pratiques à mettre en œuvre pour créer un environnement propice à l'économie Internet.

# L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA RÉFORME

Promouvoir la croissance et la prospérité grâce à l'adoption de politiques publiques judicieuses est au cœur de la mission de l'OCDE. Dans tous les aspects de ses travaux, l'OCDE s'efforce d'identifier les domaines dans lesquels des réformes sont souhaitables.

Identifier et concevoir les réformes adéquates est un défi en soi, mais même lorsque les réformes sont correctement identifiées, il est souvent difficile de les mettre en pratique. L'économie politique de la réforme – la façon dont les facteurs politiques et institutionnels influent sur la conception, les processus de décision, l'adoption et la mise en œuvre des réformes – est un déterminant crucial du succès ou de l'échec des réformes dans les sociétés démocratiques. Le soutien du public est important pour l'adoption et l'exécution des réformes et, en définitive, pour permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Plusieurs questions se posent dans le contexte du processus de réforme : comment déterminer le moment approprié des réformes et leur échelonnement dans le temps pour réduire au minimum les résistances tout en maximisant l'impact ? Comment les pouvoirs publics peuvent-ils sensibiliser les groupes directement concernés par les réformes et les convaincre de leurs effets bénéfiques ? Comment peuvent-ils créer et préserver la confiance de leurs administrés nécessaire pour entreprendre les réformes et les mener à leur terme ? Comment le dialogue et la communication peuvent-ils servir la réforme ? Ces questions, entre autres, font l'objet des travaux réalisés par l'OCDE sur l'économie politique de la réforme.

## Aider les responsables politiques à mettre en œuvre les réformes

L'OCDE s'occupe depuis longtemps de l'économie politique de la réforme en contribuant au débat dans ses pays membres. À la suite des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion du Conseil au niveau des ministres de 2006, l'OCDE s'est engagée dans un projet ambitieux consacré à l'économie politique de la réforme. L'objectif est d'améliorer l'efficacité et la pertinence des analyses et recommandations de l'OCDE en appuyant les gouvernements tout au long du processus de réforme et en prenant plus systématiquement en compte les aspects liés à l'économie politique. Cette **intégration** de l'économie politique de la réforme est souvent liée à la cohérence des politiques et à une approche interministérielle aux réformes. Et elle nécessite une prise en compte du contexte dans lequel les réformes interviennent.

## Le rôle de l'OCDE dans l'économie politique de la réforme

Enrichie par l'expérience de ses membres, l'OCDE est un précieux allié pour promouvoir la réforme dans les pays et la faire mieux accepter par le public. Les pays membres demandent de plus en plus à l'OCDE de contribuer au débat sur les réformes en s'appuyant sur son expertise dans le domaine des coûts et des conséquences de l'action – et de l'inaction – des pouvoirs publics, sous la forme de présentation officielle, de publications analytiques ou d'un dialogue politique à haut niveau. L'OCDE s'efforce actuellement de renforcer ces prestations, qui sont fonction de la demande, pour leur donner plus d'impact.

Dans le cadre de cette action horizontale, de nouvelles analyses sont en cours pour tirer des enseignements à l'intention des responsables politiques, afin qu'ils puissent mettre en œuvre les stratégies capables de faire avancer les réformes structurelles. Sur la base d'un référentiel commun, il s'agit d'examiner au moyen d'études de cas les facteurs décisifs d'économie politique qui ont influé sur le résultat de diverses tentatives de réforme dans dix pays, en s'interrogeant sur le contenu de la réforme et ses motivations et en considérant les mécanismes d'adoption et de mise en œuvre. Les analyses futures seront élargies à la réforme dans différents secteurs. L'objectif est d'aider les gouvernements à tirer parti de l'expérience d'autres pays et à éviter les écueils qui peuvent surgir durant le processus de réforme.



# Échanges et développement

## SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL : LES DÉFIS À RELEVER

Le début de l'année 2008 marque le 60<sup>e</sup> anniversaire du système commercial multilatéral. Les raisons de célébrer l'événement ne manquent pas. En six décennies de coopération multilatérale sur les questions commerciales sous l'égide du GATT, puis de l'OMC depuis 1995, on a vu les droits de douane sur les produits industriels des pays développés passer de 40 % en moyenne en 1950 à moins de 4 % en 2006. La réforme des échanges agricoles a été plus lente, mais des progrès réels ont été observés ces dernières années. Depuis que l'OCDE a commencé de les étudier il y a une vingtaine d'années, les taux nominaux de protection des prix agricoles ont baissé de plus de 50 % dans les pays développés. Ce résultat explique en partie que le volume des échanges mondiaux de marchandises soit aujourd'hui 27 fois plus élevé qu'en 1950, et que la valeur de la production mondiale ait été multipliée par 8. Depuis 1950, le ratio des exportations à la production mondiale a été multiplié par 4, passant de 7 % à 28 %. Ces changements se sont traduits par un fort accroissement de la prospérité économique et par un recul de la pauvreté dans le monde.

### La résistance à une libéralisation plus poussée des échanges s'accroît

Malgré ces progrès, les conditions de poursuite de la libéralisation et des réformes structurelles qui lui sont associées apparaissent plus difficiles aujourd'hui qu'il y a dix ans. Après une longue période de croissance économique soutenue, de nombreux pays semblent relâcher leurs efforts de réforme. Les réformes passées ont suscité le mécontentement d'une partie des pays en développement, et différents groupes d'intérêt défendent activement des idées hostiles à la libéralisation.

### Les avantages possibles d'une plus grande libéralisation sont nombreux

Malgré ces difficultés, il reste d'importantes possibilités de libéralisation. La spécialisation internationale pourrait apporter de nombreux avantages encore inexploités. D'après une étude de l'OCDE, les gains de bien-être qui pourraient résulter d'une libéralisation complète des droits de douane dans les pays en développement représenteraient 2 % environ du produit intérieur brut par an et par habitant. Cette estimation n'inclut ni les effets positifs de la libéralisation des échanges de services, ni les gains que l'ouverture relative des marchés apporte généralement par l'élan qu'elle donne à l'économie, en stimulant l'innovation, la productivité et l'esprit de compétitivité. Les retards dans la mise en œuvre des réformes risquent de priver des millions de personnes d'une vie meilleure. Dans ce contexte, les défis qu'il faudra relever sont les suivants.

Les négociations multilatérales à l'OMC, y compris dans le cadre du cycle en cours, peuvent consolider les progrès accomplis jusqu'à présent, et commencer à aborder les problèmes qui se poseront à l'avenir et qui pourront exiger de nouveaux efforts de coopération. L'un des grands défis pour tous les membres de l'OMC consiste à intégrer plus largement les pays en développement au système commercial, en veillant à ce qu'ils en tirent de réels bénéfices. Le système doit tenir compte des demandes de pays différents qui ne souhaitent pas libéraliser leur économie au même rythme, ou qui cherchent à bénéficier d'accords non réciproques d'accès préférentiel aux marchés d'autres pays. Il doit aussi élaborer des règles commerciales qui encouragent le développement et la croissance. Parvenir à un accord sur toutes ces questions n'est pas chose facile, et il reste beaucoup à faire pour que le système commercial multilatéral réponde mieux aux aspirations de tous ses membres.

Les politiques d'échanges de produits agricoles font partie des domaines dans lesquels les réformes ont progressé lentement et où il reste encore à faire. La période actuelle, marquée par une hausse record des prix de nombreuses matières premières, offre une occasion unique de réduire le soutien agricole, source de distorsions dans les échanges, d'ouvrir les marchés agricoles et de libérer la capacité de production du secteur agricole dans les pays développés et en développement. Les fournisseurs compétitifs de nombreux pays tireraient un grand profit de telles mesures. Mais les gains

obtenus seraient encore plus élevés et plus généralisés si la libéralisation se poursuivait également sur les marchés bien plus vastes des secteurs non agricoles.

Le risque que présente la multiplication des accords commerciaux préférentiels pour le principe de non-discrimination, pierre angulaire des accords de l'OMC, constitue un autre défi à relever. En dix ans, leur nombre a beaucoup augmenté. Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, 205 accords de ce type avaient été notifiés à l'OMC et mis en application. Ils couvrent entre un tiers et la moitié du commerce mondial. Ces accords ont aussi pris de l'importance par leur champ d'application qui ne se limite plus aux droits de douane mais couvre un large éventail de domaines relatifs aux échanges. Ils peuvent avoir des effets positifs s'ils sont créateurs d'échanges, ouverts et non exclusifs, mais ils peuvent aussi fragmenter le système commercial et porter gravement préjudice à ceux qui en sont exclus.

Il n'est pas facile de poursuivre la réforme des services – de loin le secteur le plus vaste et celui qui connaît la plus forte croissance de l'économie mondiale. Il faut trouver un équilibre entre la nécessité de réglementer pour compenser les dysfonctionnements du marché et celle de renforcer la concurrence en permettant aux entreprises d'accéder au marché. En outre, les réformes sont compliquées par les objectifs non économiques auxquels doivent aussi légitimement répondre les pouvoirs publics, par exemple en dispensant à tous des services d'éducation et de santé. L'OMC s'est emparée de la question de la libéralisation des services en complétant son arsenal de textes par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), offrant ainsi un bon exemple de la créativité et de la flexibilité du système.

En encourageant une utilisation plus rationnelle des ressources, les échanges peuvent contribuer à améliorer les performances environnementales. Les échanges de biens et de services liés à la protection de l'environnement et à la lutte contre la pollution ont permis de diffuser des technologies et techniques nouvelles aux pays en voie d'industrialisation rapide. À l'avenir, les technologies susceptibles d'atténuer immédiatement les émissions de gaz à effet de serre qui contribuent au changement climatique pourraient présenter un grand intérêt. En même temps, il est important de veiller à ce que les réglementations environnementales ne viennent pas faire inutilement obstacle aux échanges.

## **Les échanges : un facteur majeur de croissance, de stabilité et de prospérité**

Les résultats obtenus en 60 ans de diplomatie commerciale multilatérale sont positifs. En consolidant les relations commerciales et en soutenant la libéralisation des échanges, le système du GATT et de l'OMC a apporté une précieuse contribution à la croissance économique, à la stabilité et à la prospérité de l'après-guerre. Il a aussi réussi à créer une culture de réformes permanentes et progressives, qui s'adapte avec souplesse à l'évolution des conditions mondiales. Il a rencontré et surmonté de nombreux problèmes par le passé, et continue d'offrir des solutions pour progresser – mais le succès n'est pas automatique.

Le renouvellement des engagements pris en faveur du système commercial multilatéral fondé sur des règles et sur le principe de la non-discrimination permettrait de garantir que ces défis seront relevés et que les possibilités offertes par la mondialisation seront largement partagées. De son côté, l'OCDE continuera de soutenir le système commercial multilatéral et de faire valoir les avantages de la libéralisation des échanges, grâce à ses travaux d'analyse et au processus de recherche de consensus qu'elle a mis en place. Toutes ces questions font d'ailleurs l'objet de travaux et de débats intenses à l'OCDE.

## EFFICACITÉ DE L'AIDE

Les travaux préparatoires du 3<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra à Accra (Ghana) du 2 au 4 septembre 2008, sont maintenant bien engagés. Le Forum d'Accra est l'un des événements politiques les plus importants de l'année 2008. Il se tiendra juste après le Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement (en juillet) et peu de temps avant la Conférence de Doha sur le financement du développement (en décembre). Les réunions d'Accra et de Doha sont les deux faces de la même médaille : l'accroissement de l'aide dans le but d'accomplir les OMD sera vain si des mesures ne sont pas prises pour renforcer l'efficacité de l'aide.

### Les principes de Paris et le processus d'Accra

La Déclaration de Paris de 2005 a été signée par plus d'une centaine de pays donateurs et en développement. Elle prend en compte bon nombre des raisons qui expliquent pourquoi l'aide n'a pas toujours permis de promouvoir le développement. Dégagées de l'expérience acquise, celles-ci concernent la façon dont ceux qui apportent l'aide, comme ceux qui la reçoivent, exercent leurs activités. À partir des cinq principes fondamentaux que sont l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle, la Déclaration de Paris définit des indicateurs de résultats clairs et fixe des objectifs-cibles pour 2010.

Le Forum de haut niveau d'Accra se situera à mi-chemin de l'échéance fixée par la Déclaration de Paris. Son processus de suivi unique en son genre permet de produire, pour cet événement, des rapports clés qui apporteront les informations les plus récentes pour guider la prise de décision.

Les organisations de la société civile participent activement à la préparation du 3<sup>e</sup> Forum de haut niveau. Leur contribution facilitera l'appropriation, à tous les échelons de la collectivité, de l'efficacité de l'aide. Elles ont prévu d'organiser à Accra, juste avant le Forum, une réunion qui devrait rassembler quelque 300 personnes. Les nouveaux donateurs et les programmes mondiaux sont d'autres acteurs importants qui se sont associés au processus d'Accra.

### De nouvelles méthodes de travail

Pour que la réunion d'Accra soit fructueuse, elle devra aboutir à l'adoption de mesures énergiques et résolues pour modifier les méthodes de travail. Les efforts les plus importants qui devront être déployés pour améliorer l'efficacité de l'aide à court et moyen terme – largement définis par les pays donateurs et en développement – seront arrêtés en commun dans le Plan d'action d'Accra (PAA).

Les consultations tenues avec les pays partenaires de toutes les grandes régions du monde constituent autant d'occasions d'affiner la réflexion sur le PAA, ainsi que d'en débattre et de négocier le contenu. Parallèlement, le Comité d'aide au développement de l'OCDE met à profit ses réunions ordinaires pour déterminer la contribution concrète que les donateurs devront apporter pour assurer la mise en œuvre de celui-ci.

La préparation du Forum d'Accra s'inscrit dans un calendrier très serré. Toutes les parties sont régulièrement informées des négociations importantes qui se tiennent, pour qu'à Accra les ministres et les organismes multilatéraux soient en mesure d'accepter les dispositions qui permettront d'atteindre, d'ici à 2010, les objectifs énoncés dans la Déclaration de Paris. Ils contribueront ainsi à un véritable renforcement des efforts d'aide et à une amélioration sensible de la vie et du devenir des populations les plus pauvres du monde.

## FAIRE FACE À LA FUITE DES CERVEAUX DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

Ces dernières années, l'accroissement des pénuries de personnel de santé, en particulier de médecins et d'infirmiers, suscite une inquiétude grandissante dans les pays de l'OCDE. Ces pénuries pourraient encore s'aggraver au cours des deux prochaines décennies si des mesures adéquates ne sont pas prises. Les migrations internationales de travailleurs de la santé constituent l'une des solutions envisageables pour résoudre partiellement le problème. Cette solution est d'ores et déjà utilisée, mais elle suscite des inquiétudes dans les pays d'origine et d'accueil. Cette situation met en exergue la nécessité de mettre en œuvre des politiques adaptées et coordonnées.

### Y a-t-il un risque de « fuite des cerveaux » dans le secteur de la santé ?

Aux alentours de 2000, 11 % en moyenne des infirmiers et 18 % des médecins travaillant dans des pays de l'OCDE étaient nés à l'étranger. Environ la moitié des médecins ou infirmiers nés à l'étranger qui travaillent dans des pays de l'OCDE sont installés aux États-Unis, près de 40 % en Europe, le solde se répartissant entre l'Australie et le Canada. Sur les cinq dernières années, une orientation très nette à la hausse de l'immigration des personnels de santé peut être observée dans plusieurs pays de l'OCDE.

Les pays des Caraïbes et un certain nombre de pays d'Afrique enregistrent des taux particulièrement élevés d'émigration de médecins. Pour certains d'entre eux, ce taux, conjugué à la très faible densité des médecins sur place, met en évidence une situation très préoccupante dans le secteur de la santé. En revanche, certains grands pays d'origine, comme la Chine ou l'Inde, ne semblent pas particulièrement touchés par le problème, au moins au niveau global, en dépit du nombre élevé de personnels de santé issus de ces pays qui travaillent à l'étranger.

Cependant, les besoins en personnels de santé dans les pays en développement, selon les estimations de l'OMS, dépassent largement le nombre de travailleurs de la santé ayant émigré dans les pays de l'OCDE. Aussi, les migrations internationales ne sont pas la cause principale, et leur diminution ne peut être la solution à la crise mondiale des ressources humaines de la santé, même si elles exacerbent l'acuité des difficultés dans certains pays.

### Répondre à la pénurie mondiale de personnel médical

Afin de répondre aux pénuries de main-d'œuvre, de nombreux pays de l'OCDE ont augmenté significativement le nombre des admissions dans les écoles de médecine au cours de la dernière décennie. Du fait de la durée de la formation, ce n'est que récemment, et dans quelques pays seulement, que la hausse des taux d'obtention de diplômés est devenue perceptible.

Un ensemble de politiques doivent être examinées pour répondre aux pénuries de personnel médical. On peut notamment : i) accroître la rétention ; ii) renforcer l'intégration des professionnels de la santé ; iii) développer un ensemble de compétences plus efficace ; iv) améliorer la productivité ; et v) recourir à l'immigration. Les pays devront probablement choisir et combiner ces différentes politiques.

Les pays d'origine doivent également agir pour renforcer leur système de santé et développer les services dont leur population a besoin. Les pays de l'OCDE peuvent appuyer les initiatives des pays d'origine en matière de gestion des ressources humaines de la santé, et dans cette perspective, les efforts déployés pour accroître l'aide publique au développement allouée au secteur de la santé doivent être maintenus.



LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(00 2008 55 2 P) – n° 88764 2008

[www.ocde.org](http://www.ocde.org)